



# Kenya

## Réunion d'engagement du secteur privé du LNCT Atelier virtuel, octobre 2020



### I. Engagement du secteur privé envers la

Type d'activité	Organisations à but non lucratif	Prestataires à but lucratif	Autres organisations/sociétés à but lucratif	Associations professionnelles	Autres
Plaidoyer gouvernemental/politique	X	X	X	X	
Mobilisation sociale/création de demande	X	X	X	X	
Vaccination avec les vaccins du programme national de vaccinations (PNV)	X	X	X	X	
Vaccination avec les vaccins non fournis par le PNV	X	X	X	X	
Vaccination avec des vaccins ne figurant pas dans le calendrier du PNV	X	X	X	X	
Fourniture ou entretien des équipements de la chaîne du froid	X	X	X	X	
Achat de vaccins ou de matériel de vaccination	X	X	X	X	
Distribution de vaccins ou de matériel de vaccination	X	X	X	X	
Autres					

*Le Kenya souhaite collaborer avec le secteur privé pour poursuivre la prestation des services de vaccination afin de maintenir l'accès et de plaider en faveur de la vaccination.*

### II. Coordination de la prestation de services

	Non gouvernemental But non lucratif	But lucratif
Quel pourcentage des services de vaccination est fourni par type de prestataire ?		
Ce prestataire administre-t-il des vaccins en dehors du calendrier du PNV ? Si oui, lesquels ?		
Où ces prestataires sont-ils situés ? (Indiquez les villes ou districts urbains/ruraux ou spécifiques)		
Ce type de prestataire facture-t-il des frais de vaccination ? Si oui, quels sont ces frais ?		
Quels sous-groupes de population ce prestataire de services dessert-il ?		
Le gouvernement supervise-t-il ce prestataire ?	Oui	Oui
Que fournit le gouvernement à ce prestataire pour la vaccination ? • Vaccins et matériel d'injection • Chaîne du froid • Formation • Autres	Oui, des ressources gouvernementales sont mises à la disposition des établissements de vaccination	Oui, des ressources gouvernementales sont mises à la disposition des établissements de vaccination
Ce prestataire signale-t-il • Les doses administrées ? • MAPI	1. Oui 2. Oui	1. Oui 2. Oui

### IV. Bonnes pratiques et leçons apprises

- Directives nationales en place pour réglementer la prestation des services de vaccination dans tous les établissements.

### III. Création de demande et plaidoyer

Nom de l'organisation	Description des activités (lieu, approche, etc.)	Source de financement (par exemple, USAID, Gavi, etc.)
Kenya Pediatric Association	Promotion de la vaccination	

### V. Défis

- Les établissements privés sont tenus de signaler les MAPI, mais les taux de déclaration dans les établissements privés et publics sont faibles.
- Le secteur privé est très diversifié au Kenya et le rôle de celui-ci a été très peu évalué. Une évaluation du secteur privé pourrait s'avérer utile.